

Le verre à Saint-Omer, miroir du déclin industriel

L'économie de l'agglomération dépend fortement du secteur industriel, et notamment d'une seule entreprise qui concentre près des deux tiers des emplois industriels. L'industrie locale est en crise : son nombre d'emplois a été divisé par deux en 5 ans. Cette situation économique difficile menace les finances locales et l'emploi des ménages qui sont déjà fragilisés par un chômage élevé.

L'attention se cristallise à Saint-Omer avec la venue du nouveau ministre de l'Économie en mai 2017. L'entreprise Arc qui concentre 62 % des postes industriels de la communauté d'agglomération de Saint-Omer (Caso) est en grande difficulté. Elle menace l'économie locale car le tissu industriel de la Caso est ultra-spécialisé et dépend fortement d'une seule entreprise.

L'industrie du papier et du carton est le 2ème secteur industriel local. Il regroupe 16 % des emplois industriels. Aucun des autres secteurs ne dépasse les 5 %. *A contrario*, l'économie du Pas-de-Calais est davantage diversifiée : industries alimentaires et automobiles, fabrication de bois, caoutchouc, plastiques et autres industries manufacturières sont présentes. Toutefois, Alphaglass, 7ème entreprise de la CASO en termes d'emplois, représente une alternative optimiste pour la filière locale du verre. Elle existe depuis neuf ans et continue à se développer à l'international avec une installation au Mexique en 2017.

Arc : une entreprise en situation tendue

Pilier du tissu industriel local, Arc International France a pour activité principale la fabrication d'articles en verre dans le domaine des arts de la table. Son chiffre d'affaires 2015 est de 474 millions d'euros, dont 380 millions vendus à l'étranger.

Les dernières crises en Ukraine et au Moyen-Orient ont fortement destabilisé les activités exportatrices. Dans le cadre d'une nouvelle réorganisation en 2015, un plan de sauvegarde de l'emploi accepté par les syndicats a mis en place des mesures de chômage partiel. L'entreprise a également vendu certains actifs dont le site de Biaringhem. La même année, l'arrivée de nouveaux investisseurs a relancé la Recherche et Développement. Malgré cela le résultat d'exploitation 2015 reste négatif.

Nombre de postes dans l'industrie divisé par 2 en 5 ans

Entre 2008 et 2013, le nombre de postes dans l'industrie a diminué de moitié dans la communauté d'agglomération alors que la baisse n'était que de 16 % dans le Pas-de-Calais.

L'industrie au sein de la CASO subit une crise depuis une quinzaine d'années (voir figure 1) qui n'épargne pas l'entreprise Arc. En revanche, la baisse de l'activité industrielle est partiellement compensée par la hausse de l'activité tertiaire. Même si l'activité productive est en constante régression au sein de la CASO, elle demeure 11 points plus élevée en 2015 à Saint-Omer que dans le Pas-de-Calais.

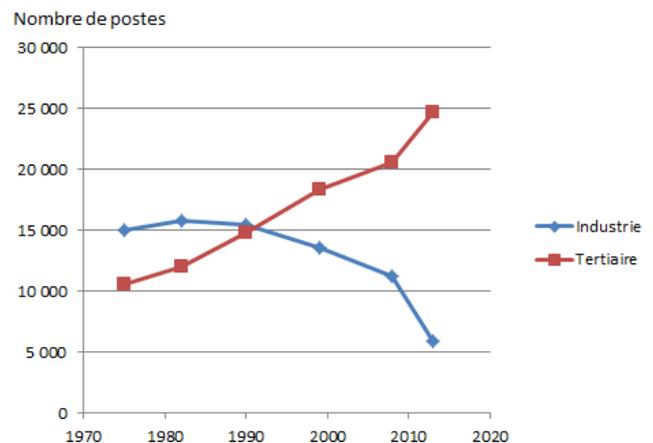


FIGURE 1 – Nombre de postes dans la Caso selon le secteur

Source : Insee, Recensements de la population 1975 à 2013, lieu de travail

Note : La codification des secteurs est en NAF en 1990, puis en NAF rév2 depuis 1999.

Risque d'une hausse d'imposition des ménages

Les taxes associées aux entreprises représentent 30 % de la fiscalité directe du secteur communal pour la communauté d'agglomération de Saint-Omer. C'est 8 points de

plus par rapport à son département et 5 de plus par rapport à la France métropolitaine. Ainsi, par rapport à un habitant du département, un habitant locataire de la Caso contribue actuellement pour 15 euros de moins et un habitant propriétaire 40 euros de moins. Mais, si la conjoncture économique continue à se dégrader, les finances publiques locales pourraient elles aussi en pâtir. Elles devraient compenser par une hausse de l'imposition des ménages déjà fragilisés par un chômage élevé.

43 % des jeunes au chômage

Les jeunes sont particulièrement touchés par le chômage. 43 % des 15-24 ans sont sans emploi alors que ce taux est de seulement 28 % en France. Il est passé de 37 % à 43 % de 2008 à 2013, dénotant une conjoncture difficile pour les plus jeunes. En effet, les autres tranches d'âge ont subi des hausses bien plus mesurées avec une hausse de 3 points pour les 25-54 ans et de 4 points pour les 55-64 ans.

En 2013, 5 700 personnes sont au chômage sur les 31 800 personnes en activité dans la Caso. Les chômeurs représentent 18 % de la population active. Le taux de chômage est ainsi légèrement supérieur au niveau départemental et nettement au-dessus du taux national (moins de 14 % au sens du recensement en 2013). La situation s'est aggravée ces dernières années puisque le chômage est passé de 15 % à 18 % entre 2008 et 2013. Le Pas-de-Calais a également souffert de la crise économique, mais dans une moindre mesure avec un chômage qui a progressé de 15 à 17 %.

61 % des salariés sont des employés ou des ouvriers

Les salariés de la CASO sont principalement des ouvriers (31 %) et des employés (30 %). Cette population est fragilisée par la situation du secteur industriel. Autre facteur de précarité, le temps partiel dans la Caso cache de fortes disparités. Alors que les hommes de plus de 25 ans ne sont que 5 % à travailler à temps partiel, ce phénomène touche 22 % des jeunes hommes (15-24 ans) et 38 % des femmes.

36 % des moins de 30 ans en dessous du seuil de pauvreté

La Caso, comme le Pas-de-Calais, est constituée d'une population pauvre et tout particulièrement les jeunes. Plus d'un tiers des moins de 30 ans est en dessous du taux de pauvreté. La médiane du niveau de vie du Pas-de-Calais est 3 000 euros inférieure à la moyenne française.

Indicateur	CASO	Pas-de-Calais	France
Médiane du niveau vie (en €)	17 557	17 706	20 184
1er décile du niveau de vie (en €)	9 609	9771	10 640
9e décile du niveau de vie (en €)	30 471	30 507	37 289
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	48	47	52
Taux de pauvreté-Ensemble (en %)	20	20	14.5
Taux de pauvreté-moins de 30 ans (en %)	36	34	23
Taux de pauvreté-locataires (en %)	40	37	27
Part de l'ensemble des prestations sociales (en %)	8	8	5

TABLE 1 – Comparaisons autour de la pauvreté

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal, France métropolitaine, 2013

Départ des jeunes

Les habitants qui quittent l'agglomération sont principalement des jeunes, des étudiants et des professions intellectuelles. De 2008 à 2013, l'agglomération s'est révélée peu attractive et a gagné seulement 685 habitants. Cette hausse est portée uniquement par un solde naturel excédentaire (+1 665 hab.) tandis que le solde migratoire est déficitaire (-980 hab.). Cela confirme le manque d'attractivité de la zone dont les éléments dynamiques quitter le territoire, probablement en raison de difficultés économiques passées et envisagées pour l'avenir.

9 juin 2017

Régis RELAND, Arnaud WILCYNski